

Déclaration CFTC :

Salariés en danger : pas d'inquiétude ! ni vitesse, ni précipitation pour les solutions

Depuis des mois, pour ne pas dire des années, les collègues des services de gestion ainsi que les élus vous alertent. Ils parlent, ils écrivent, ils se mettent en grève. Des droits d'expression sont déposés, des lettres ouvertes sont envoyées, des propositions concrètes sont faites.

Et que répond la direction ? Du concret ? Oh non, des ateliers, des points d'étape, des chantiers prioritaires, des stratégies de déploiement ou comment donner l'impression d'être en mouvement tout en restant immobile.

En 2023, les services DSI se sont exprimés par le biais d'un droit d'expression.

En Mai 2023, nous, CFTC, déposons un droit d'alerte pour les services corporels.

En Juin 2023, des grèves éclatent.

Au CSE de Juin, la CFTC envoie une lettre ouverte à la DMIARD avec des propositions concrètes d'améliorations. Pas un mot en retour. Bertrand DELIGNON, nous le fera remarquer au CSE de Juin 2023 : "On n'a pas attendu la lettre ouverte. Nous ne sommes pas restés les bras croisés". Heureusement, sinon, où en serions nous aujourd'hui ?

A ce même CSE, la direction, elle-même, reconnaît qu'il y a un problème : surcharge, perte de sens, manque d'accompagnement. Mais au lieu d'agir, elle tergiverse. Quand nous lui demandons de tester des solutions concrètes : par exemple fermer les lignes téléphoniques une journée par semaine pour que nos collègues puissent faire leur travail. C'est un refus catégorique, je cite : "Si on change le curseur, que va-t'il se passer ?"

Pendant ce temps, les collègues tombent : départs, absences, démotivation et un baromètre catastrophique. Et que dit la direction en Novembre 2023 ?

"L'efficacité téléphonique est bonne, donc tout va bien."

Non. Tout ne va pas bien. Nos collègues ne sont pas des machines. Derrière les appels, il y a des femmes et des hommes épuisés, délaissés.

Vous voulez avoir toutes les infos en temps réel ?

Retrouvez-nous sur Facebook & Instagram !

© Section SN2A-CFTC MACIF - cftcmacif@gmail.com - Juillet 2025



Le rapport sextant sur le bilan social 2024 révèle que " dans les équipes de gestion, les indicateurs d'absentéisme maladie en 2024 sont autant de signaux d'alerte d'une potentielle dégradation des conditions de travail à objectiver par enquête sur le terrain"

En Février 2025, un nouveau droit d'alerte est déposé pour le service corporel d'Andrézieux. Celui-ci pointe les mêmes problématiques qu'en 2023 : rien n'a changé en deux ans.

Le chantier "réinterroger le modèle" ? une utopie qui s'éloigne à chaque réorganisation de direction de la DESC.

La révision des classifications ? Promise en 2024 : toujours pas faite.

Et maintenant, la dernière idée : fermer les lignes téléphoniques l'après-midi, non pas pour améliorer les conditions de travail, mais pour faire des économies...

Les GG, eux, continuent à galérer, sans répit. Jusqu'à quand continuerez-vous à tirer sur la corde? Jusqu'à ce qu'elle casse ?

Ce mépris, cette lenteur, cette stratégie d'attentisme ont atteint leurs limites. Vous avez fait tous les groupes de travail possibles , il faut maintenant prendre des décisions.

Les salariés ne demandent pas la lune : ils demandent du respect, de l'écoute, du sens dans leur travail, des moyens humains. Pas dans 3 ans. Pas après une "analyse approfondie" mais maintenant !

Ils attendent des actes. Pas de discours.

Ils attendent que leur parole soit entendue.

Ils attendent des mesures concrètes pour soulager leur souffrance au travail.

Parce qu'ils en ont assez d'être sacrifiés sur l'autel de la performance , au nom de la sacro- sainte efficacité téléphonique .

Trop, c'est trop. Le mal-être est réel, profond, et ce ne sont pas des tableaux ou des indicateurs qui le feront disparaître.

Vous voulez avoir toutes les infos en temps réel ?

Retrouvez-nous sur Facebook & Instagram !

© Section SN2A-CFTC MACIF - cftcmacif@gmail.com - Juillet 2025

